Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 45 (1987)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Perspectives de l'emploi *

L'OCDE n'est pas avare de publications sur le problème de l'emploi. Quelques semaines après avoir édité un ouvrage sur la flexibilité dans le marché du travail, voici les «Perspectives de l'emploi» qui paraissent en septembre. On n'y manque pas d'insister une fois de plus sur la nécessité impérieuse de développer encore la mobilité et la flexibilité sur un marché qui cause de sérieux soucis depuis bien des années déjà, à l'exception de quelques pays dont le nôtre. L'objet de cette étude est une évaluation annuelle de l'évolution et des perspectives du marché du travail au sein des pays membres. Ce document est sans conteste une source précieuse de renseignements statistiques, ainsi qu'un inventaire des questions que chacun se pose sur le vaste problème de l'emploi et du chômage. La première partie se limite à une description de la situation, alors que la seconde aborde quatre sujets: le travail indépendant, l'emploi dissimulé (travail au noir), les rapports entre les coûts de main-d'œuvre non salariaux (CMNS) et l'emploi, et enfin l'examen des causes des difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché du travail.

La situation demeure préoccupante. On compte 31 millions de chômeurs dans la Zone de l'OCDE en 1986, alors qu'aucune amélioration décisive n'est en vue pour le proche avenir. En 1987, huit pays de la Zone, l'Espagne en tête (21¼ %), connaissent encore un taux de chômage à deux chiffres. Cette conjoncture est d'ailleurs très variable d'un pays à l'autre. Au Japon (3%) le problème des sans-emploi commence seulement de se poser. Aux Etats-Unis (6¾ %) l'évolution est plutôt favorable et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, la flexibilité des salaires et la mobilité du travail y sont nettement plus grandes qu'en Europe. En ce pays, peu de secteurs ont ainsi connu ces dernières années une expansion aussi rapide que les sociétés de travail temporaire. De plus, il apparaît que depuis dix ans la productivité a progressé plus lentement qu'ailleurs. L'homme a donc été moins vite remplacé par la machine, ce que semble confirmer une hausse des salaires réels plutôt faible. Enfin, 1,4 million d'entreprises naissent chaque année aux Etats-Unis. Même si certaines disparaissent

* OCDE: «Perspectives de l'emploi»; OCDE, Paris 1986 (168 p.).

rapidement, beaucoup prospèrent et engendrent de nombreux emplois. Ces petites cellules n'aspirent pas, en général, à devenir grandes, ni même moyennes. Peut-être avons-nous là la préfiguration d'une nouvelle structure industrielle.

Semblable évolution est encouragée par quelques gouvernements (Australie, Canada, Etats-Unis, Irlande, Portugal, Islande et Royaume-Uni) alors qu'ailleurs le travail indépendant ne se développe pas vraiment. Depuis longtemps déjà le 85 à 87% des entreprises japonaises emploient 1 à 4 personnes, même parmi celles qui sont de création ancienne. Les petites entreprises indépendantes présentent plusieurs caractères distinctifs, relève l'OCDE. La flexibilité y est satisfaisante. La durée du travail est supérieure à la moyenne, ce dont profite largement l'économie nationale. Les rémunérations sont plus faibles et varient beaucoup en fonction de la conjoncture (on peut toutefois se demander si une partie des gains ne sont pas dissimulés). Enfin, les indépendants sont plus satisfaits de leur activité que la plupart des salariés, même si la couverture assurée par la Sécurité sociale est moins élevée. Relevons qu'on a calculé en France et au Royaume-Uni que les subventions accordées à 100 personnes pour les aider à créer leur propre entreprise permettaient de réduire le nombre des chômeurs de 30 à 40 personnes.

S'il est une activité aussi difficile à définir qu'à mesurer, c'est bien le travail au noir. Plusieurs méthodes ont déjà été tentées. Il en est une qui paraît ingénieuse à première vue. On sait que l'emploi dissimulé est presque toujours rémunéré en monnaie, afin de laisser le moins de traces possibles dans les comptes bancaires ou postaux. Ainsi, une modification de la masse monétaire en circulation pourrait correspondre à une variation de même sens de l'activité souterraine. Il convient cependant d'observer que le procédé n'est pas très fiable, car le volume de la monnaie matérielle en circulation varie pour des raisons aussi nombreuses que diverses.

Les auteurs de l'étude s'interrogent ensuite sur l'effet des CMNS sur le niveau d'emploi. Ces coûts sont longuement décrits et analysés, notamment ceux de la Sécurité sociale qui n'ont cessé de s'élever entre 1965 et 1983. La question essentielle est évidemment celle de savoir si on peut améliorer l'emploi en réduisant les charges qui lui sont liées. Témoignant de la prudence traditionnelle dont par nature l'OCDE se doit de faire preuve, la réponse est ici celle d'un Normand: peut-être que oui, peut-être que non. L'emploi dépend d'un tel nombre de facteurs qu'on ne peut être assuré qu'en en modifiant un seul l'effet sera significatif. De toutes manières, il faut compter avec une certaine asymétrie. Si les charges qui pèsent sur les salariés augmentent, l'emploi risque de diminuer très vite. En revanche, si elles se réduisent l'embauche ne s'élèvera que lentement dans la mesure où la contrainte est alors l'offre de main-d'œuvre. Cette dernière notion devrait cependant être définie avec précision.

Le dernier chapitre de cette intéressante étude analyse les conséquences sur le taux d'emploi et les salaires de l'arrivée d'un grand nombre de jeunes sur le marché du travail. Une telle «cohorte pléthorique» résulte d'un phénomène démographique. On constate alors assez généralement soit une aggravation du chômage des jeunes, soit une réduction de leur rémunération.

François Schaller